

Sortir de l'ombre le travail au noir

Autor(en): **Guyaz, Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **37 (2000)**

Heft 1428

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1026015>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Sortir de l'ombre le travail au noir

Une réflexion économique qui intègre les échanges non monétaires et l'économie souterraine.

L'ÉCONOMIE NON MONÉTAIRE, les réseaux d'échange de prestations, le troc leçon d'anglais contre cours de shiatsu font partie des nouvelles formes d'échange qui ont surgi tant bien que mal pendant la crise économique. Le retour de la croissance risque de balayer ces nouvelles pratiques. Deux colloques sur ce thème se sont tenus à l'université de Neuchâtel en 1997 et 1998. Les actes viennent d'être publiés¹.

Notons d'emblée une certaine déception. Voilà un sujet où l'on aurait aimé qu'un point de la situation, aussi exhaustif que possible soit réalisé sur la situation en Suisse. Or, sur les douze contributions au colloque, deux seulement concernent notre pays. Est-ce vraiment le rôle de la Commission suisse pour l'Unesco de financer des colloques où s'expriment essentiellement des universitaires français parlant de leur pays?

Une activité qui échappe à la statistique

La contribution de François Hainard s'attaque directement au cas helvétique. Il rappelle que l'économie souterraine «classique» a connu un accroissement considérable avec une estimation de l'augmentation du travail au noir qui aurait plus que doublé en vingt-cinq ans, passant de l'équivalent de 12 milliards de francs en 1975 à 30 milliards en 1998. Sa proportion dans le PNB serait de 6,6 % contre 14,3 % pour la France et 25,8 % en Italie. On peut d'ailleurs se demander comment les économistes parviennent à chiffrer à la décimale près une activité qui échappe par définition à la statistique!

Naturellement cette activité a des conséquences très néfastes avec une perte de près de dix milliards pour le fisc et les assurances sociales, et une situation de grande précarité pour les clandestins ou les requérants d'asile qui constituent sans doute l'essentiel des emplois non déclarés dans la restauration et le bâtiment, les deux secteurs sans doute les plus touchés par ce phénomène. L'auteur mentionne également l'augmentation considérable du temps partiel comme facteur de développement d'activités économiques hors système. De 1990 à 1998 la part des actifs occupés à temps partiel est

passée de 19 % à 28 %; ce sont des femmes pour l'essentiel. Elles représentent 83 % de cette population.

Ces différents phénomènes, auxquels il convient d'ajouter la persistance d'un chômage de longue durée malgré la reprise, conduisent à une réflexion sur une diversification de l'échange et la mise en place d'une économie de réciprocité et de contre-prestation dans les interstices des circuits monétaires. L'émergence en Suisse d'associations et d'émissions de radio ayant pour but d'échanger des savoirs et des compétences constitue une première réponse. Afin de rendre attractives ces activités non monétaires, l'auteur propose de les accompagner par des contre-prestations sociales, par exemple droit à la retraite, couverture maladie ou accès à prix réduits dans des transports ou des infrastructures.

De nombreuses questions se posent néanmoins. Ces activités de troc se sont plutôt développées dans un pays comme la Russie qui a atteint le degré zéro de l'organisation économique et les échanges de prestations auxquels on assiste chez nous ne se développent-ils pas surtout dans un certain milieu gauche chic, pour lequel il s'agit d'une forme de loisir social plutôt que d'une nécessité économique?

Pour sortir du bois l'économie cachée qui fait des ravages chez eux, nos voisins français ont lancé une série d'innovations intéressantes. Il y eut d'abord un système de «bons» achetés par les particuliers qui emploient une femme de ménage, et qui permet d'éviter de remplir les innombrables formulaires qui vont avec la «déclaration» du personnel de maison. La diminution considérable de la TVA sur les travaux d'entretien du second œuvre des immeubles, passée de plus de 13 % à 5,6 % est en passe de tuer cette source importante de travail au noir. Il nous semble que ce type de mesure réduira plus sûrement l'économie souterraine que le développement de réseaux d'échanges, certes intéressants, mais qui resteront sans doute longtemps encore l'apanage de milieux déjà favorisés. jg

¹Commission nationale Suisse pour l'Unesco, Institut de sociologie de l'Université de Neuchâtel, *Economie monétaire, politiques d'insertion et lien social*, 2000.